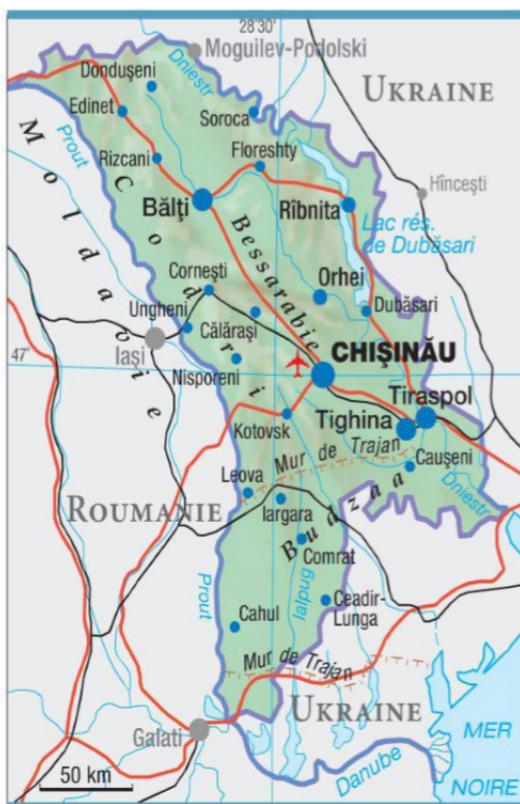


| MOLDAVIE |



Moldavie



PRINCIPAUX INDICATEURS

Population (2018) : 3 549 750 habitants hors Transnistrie
PIB par habitant (2018) : 3 191 USD (+17,0%)
PIB (2018) : 11,309 milliards USD
Taux de croissance (2018) : 4% (prévision 2019 : 3,4%)
Taux d'inflation (2018) : 3%
Salaire moyen mensuel brut (2018) : 316€ (Bulgarie : 586€ / Roumanie : 787€ / Ukraine : 293€ / France : 2 957€)
Exportations vers la France (2018) : 48 358,65 milliers USD -4,9%)
Importations de France (2018) : 132 375,45 milliers USD (+17,5%)
Position de la France (2018) : 9^{ème} fournisseur et 12^{ème} client
Stock IDE (2017) : 1^{er} Russie (23,8%) – 2^{ème} : Pays-Bas (12,5%) – 3^{ème} : Chypre (9,7%) – 4^{ème} : Espagne (8,6%) – 5^{ème} : France (7,9%)
Classement Doing Business (2020) : 48^{ème} sur 190 (47^{ème} en 2019)
Index de perception de la corruption (2018) : 117^{ème} sur 180 (122^{ème} en 2017)

PRÉSENTATION DU PAYS

Entre Roumanie et Ukraine, la République de Moldavie bénéficie d'une situation géographique privilégiée aux portes de l'Union Européenne. Les investisseurs étrangers y trouvent une ressource humaine à un coût attractif. Bilingues roumain et russe, les moldaves sont nombreux à parler français et anglais. Le pays est le plus francophone d'Europe centrale et orientale.

La Moldavie affiche, depuis 2005, sa volonté de se rapprocher de l'UE. Elle a signé avec l'UE un Accord d'Association le 27 juin 2014 qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2014. Un volet important porte sur la création d'une zone de libre-échange. Cet accord s'accompagne d'un renforcement des aides européennes dont le versement a repris depuis 2019 après quelques mois de suspension en 2018.

Il ouvre d'importantes perspectives pour le pays et les investisseurs étrangers. Il permet d'envisager un renforcement des échanges commerciaux avec ce pays. L'UE est aujourd'hui le premier client et le premier fournisseur du pays (69,5% des exportations de la Moldavie 49,5% des importations) et la France dispose d'une marge de progression importante de ses échanges.

L'économie s'appuie surtout sur de petites et moyennes entreprises de transformation et de services (commerce et distribution, textile, agroalimentaire, IT etc.) et sur l'agriculture.

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB en 2017 : Agriculture : 14,2% - Industrie : 21% - Services : 64,8%.



DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES QUI OUVERT À NOUVEAU DES PERSPECTIVES

Après une courte période d'incertitude politique suite aux élections parlementaires de février 2019, le Parti Socialiste pro-russe du Président de la République Igor DODON – arrivé en tête des élections - et le bloc pro-occidental ACUM - arrivé en 3^{ème} position -, conduit par l'actuelle Première Ministre Maia SANDU et son allié, Andrei NASTASE, aujourd'hui Ministre de l'Intérieur, sont parvenus à conclure un accord de coalition qui a permis d'écarter le Parti Démocrate qui tenait les rênes du pays depuis 2015. La socialiste, Zinaida GRECEANII préside quant à elle le Parlement de la République de Moldavie.

Les élections municipales qui se déroulent en octobre et novembre 2019 ne devraient pas entraîner de remise en cause des accords conclus au sein de la coalition qui dirige actuellement le pays. Aucune formation n'a pris un réel avantage sur l'autre et ne peut prétendre seule à une majorité de Gouvernement. Cette situation devrait perdurer au moins jusqu'aux prochaines élections présidentielles de 2020.

Aujourd'hui, le nouveau Gouvernement et la nouvelle majorité moldave affichent clairement leur volonté de mettre en œuvre les réformes attendues par l'UE et la communauté internationale, notamment en matière de Justice, d'amélioration du climat des affaires et de lutte contre la corruption. La nouvelle majorité n'envisage pas de remise en cause l'Accord d'Association avec l'UE et, sous l'impulsion du Président DODON, prône un développement équilibré des relations avec la Russie et l'UE.

Ces orientations affirmées s'accompagnent d'une reprise progressive du versement des aides internationales au pays mais aussi d'une reprise du dialogue politique avec l'UE en général, et, avec la France en particulier. La vigilance des partenaires internationaux de la Moldavie reste toutefois de mise.

Concernant le dossier transnistrien, les discussions se poursuivent. Si certains progrès ont été enregistrés, comme le protocole conclu sur l'immatriculation des véhicules, l'issue des autres dossiers actuellement « sur la table des négociations » reste incertaine. Les progrès réalisés ont été en partie liés au besoin d'ouverture de la région vers l'UE. La Transnistrie représente en effet 30% du potentiel industriel de la Moldavie et ses exportations sont largement orientées vers l'UE depuis la crise ukrainienne.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE STABLE

En novembre 2018, l'agence de notation internationale Moody's a confirmé la notation « B3 » du pays en relevant la stabilité de l'économie moldave. Elle s'est notamment appuyée dans ses conclusions sur la croissance économique forte enregistrée en 2018, toutefois équilibrée par de faibles niveaux de richesse et des défis économiques structurels, sur un fardeau de la dette publique modéré, sur l'amélioration de la capacité institutionnelle face aux problèmes de gouvernance, sur le risque politique modéré et, enfin, sur les progrès réalisés par le secteur bancaire.



S'il est relevé une amélioration des perspectives de croissance à long terme, la dynamique de croissance reste instable et les défis structurels nombreux. La dépendance relativement forte envers le secteur agricole et les transferts de l'étranger continuent à exposer l'économie moldave à des conditions climatiques défavorables ou à des chocs externes. Les obstacles structurels, tels que la pénurie de main-d'œuvre due à une émigration persistante, pèsent également sur l'économie du pays.

La croissance reste tirée par une consommation privée robuste soutenue par les transferts de la diaspora mais aussi par une augmentation des investissements. La dynamique des exportations a été robuste, reflétant un environnement extérieur favorable et une intégration croissante des échanges commerciaux avec l'UE. Néanmoins cette dynamique des exportations a vu ses effets sur l'économie freinés en raison d'une croissance plus forte des importations.

Les perspectives de croissance élevée restent positives pour 2019/2020, autour de 4%, grâce à une consommation privée toujours dynamique. Néanmoins, la petite taille du pays, la faiblesse du PIB par habitant inférieure à la moyenne des pays de même catégorie, rendent la croissance plus volatile et soumise aux événements climatiques ou extérieurs.

Dans le contexte régional, les chiffres de la croissance 2018, encore insuffisants compte-tenu des retards accumulés, sont néanmoins encourageants. Derrière la Roumanie dont l'économie décélère (4,1% de croissance), la Moldavie a devancé en 2018 la Russie qui a surpris (2,25%), la Biélorussie (3,05%), l'Ukraine (3,34%), ou encore la Bulgarie (3,08%).

Une bonne récolte, un Leu fort et des prix administratifs bas ont permis de contenir l'inflation à 3% en 2018. En 2019, les pressions inflationnistes sont reparties à la hausse modérément en restant cependant contenues en-deçà du seuil cible. L'excès de liquidité résultant d'une faible intermédiation financière persiste dans le système. Le taux des réserves obligatoires reste à un niveau record de 40%, tandis que le taux de base est à 6,5% depuis fin 2017.

Le poids de la dette est maîtrisé. Le ratio dette publique / PIB s'est établi fin 2017 à 31,5% du PIB et ne devrait augmenter que très progressivement pour rester inférieur à 35% fin 2020. La dynamique de la dette reste toutefois exposée au risque d'une croissance plus faible que prévue et à celui d'une dépréciation des taux de change. Ces derniers, après s'être appréciés de manière significative en 2017 sous l'effet des transferts de l'étranger et des entrées de capitaux plus importantes, sont restés globalement stables en 2018. Les intérêts de la dette reflètent des conditions d'octroi des prêts à des conditions favorables. Le paiement de ces intérêts reste contenu à un niveau faible représentant moins de 4% des recettes.

Les résultats budgétaires de la Moldavie se caractérisent par de faibles déficits budgétaires, qui traduisent néanmoins une sous-exécution des dépenses d'équipement. Après un déficit budgétaire moins important que prévu en 2018, les dépenses ont cependant rapidement augmenté à l'approche des élections parlementaires. En raison de la forte augmentation des actifs non financiers (+45%), des salaires (+23%) et des dépenses sociales (+15%), les dépenses ont augmenté de 19,1%, entraînant un déficit budgétaire de 0,7% du PIB. Toutefois, les recettes ont augmenté en 2017 et 2018 sous l'effet de la forte croissance économique mais également de l'amélioration du fonctionnement de l'administration fiscale. Au premier trimestre de 2019, les recettes ont poursuivi leur progression (+6,3%) grâce à de bonnes collectes de TVA (+ 11,5%) et de cotisations sociales (+ 8,4%). En revanche, les recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 8,6% en glissement annuel.



Les nouvelles autorités moldaves se sont engagées à poursuivre les efforts en termes de politique budgétaire, notamment afin de pouvoir bénéficier d'un nouveau programme de prêt du FMI. Elles sont notamment revenues sur les dispositions d'amnistie fiscales introduites par la précédente majorité qui faisait courir le risque de freiner les efforts déployés pour lutter contre la corruption et améliorer le respect des obligations fiscales. Certaines orientations de la politique fiscale envisagée par le nouveau Gouvernement suscitent néanmoins quelques inquiétudes de la part des représentants de la communauté des affaires et sont actuellement sujettes à discussion. Il en est ainsi notamment de celles qui concernent le projet de soumettre désormais au paiement de charges sociales l'avantage du ticket de table. Cette disposition pourrait pénaliser le développement des deux investisseurs français du secteur mais plus généralement aussi les entreprises qui ont souscrit à ce dispositif. Le ticket de table contribue pourtant à favoriser la transparence de l'économie moldave et à l'amélioration des recettes fiscales indirectes. Des discussions sont toujours en cours avec les autorités moldaves.

Les précédents programmes du FMI ont permis de réaliser des progrès remarquables pour remédier aux vulnérabilités du secteur bancaire en renforçant les capacités de réglementation et de surveillance. La structure de gouvernance de la banque centrale s'est améliorée et ses pouvoirs juridiques et sa capacité opérationnelle ont été étendus. Cependant, la poursuite de la dynamique de réforme est essentielle pour préserver la stabilité financière à long terme.

Malgré ces résultats significatifs, la capacité institutionnelle du pays reste faible, en particulier en ce qui concerne le contrôle de la corruption. Si des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre des réformes convenues avec les institutions internationales au cours des dernières années, la nouvelle majorité devra s'attacher à rendre la politique plus prévisible qu'elle ne l'a été en 2018. Ceci avait conduit l'UE à annuler son programme d'aide budgétaire. La réforme du système judiciaire reste la préoccupation majeure qui conditionnera la poursuite de la relance de l'assistance macro-financière de l'UE engagée depuis 2019 après les élections parlementaires.

D'une manière générale, l'environnement politique, social et économique de la Moldavie a continué néanmoins à s'améliorer ces dernières années. Le pays doit néanmoins encore faire face à de nombreux défis, notamment dans l'amélioration du climat d'investissement, de l'élimination des obstacles pour les exportateurs, de la conversion des transferts d'argent de sa diaspora en investissements productifs et dans le développement d'un secteur financier fiable. Des réformes administratives et judiciaires sont également nécessaires.

La place (48^{ème}) de la Moldavie au « Doing Business 2020 » de la Banque mondiale confirme la stabilité du pays après le bond effectué entre 2016 (55^{ème}) et 2017 (44^{ème}).

UNE PRÉSENCE FRANÇAISE STRUCTURÉE

Les relations commerciales entre la France et la Moldavie sont stables mais mériteraient cependant de se développer. La présence des investisseurs français dans le pays est par contre plus significative.

Regroupés désormais pour la plupart au sein de la CCI FRANCE MOLDAVIE qui institutionnalise la présence économique française dans le pays, les investissements français, en recul néanmoins depuis 2019 avec la vente de la filiale moldave de la Société Générale à un groupe bancaire hongrois, contribuent à structurer l'économie locale et demeurent un facteur d'attractivité pour le pays.



La CCI FRANCE MOLDAVIE, l'Ambassade de France en République de Moldavie et ses différents services (Services économique à Kiev, Service financier régional à Moscou, Attaché douanier à Belgrade et Business France à Bucarest) travaillent activement au renforcement des échanges commerciaux et des investissements français dans le pays. Un Conseil économique auprès de l'Ambassade a été constitué en 2018.

La CCI FRANCE MOLDAVIE dispose d'accords de partenariats avec Business France Roumanie et AWEX pour la Wallonie. Elle est membre du réseau de CCI France International fort de 124 CCI françaises à l'étranger dans 93 pays.

La CCI FRANCE MOLDAVIE dispose également de multiples partenariats locaux (Invest in Moldova, CCI de la République de Moldavie, CCI de Transnistrie, Association de Coopération Économique Moldo-Allemande, ODIMM, Invent Moldova, CEED-MOLDOVA et AOAM) et de tous les contacts utiles auprès des autorités moldaves qui sont attentives à développer la présence des investisseurs français et plus généralement étrangers dans le pays. Elle est également membre du Conseil Économique auprès du Premier Ministre de la République de Moldavie et du Comité Consultatif des Douanes Moldaves.

DES RELATIONS COMMERCIALES À DÉVELOPPER

Les relations commerciales entre la France et la Moldavie sont stables et durables, mais restent encore trop modestes malgré les nombreuses opportunités existantes, notamment depuis la mise en œuvre de l'accord d'association UE Moldavie et son volet de libre-échange. La taille du marché moldave freine l'intérêt de nos entreprises exportatrices alors même que la demande intérieure moldave est forte et que les produits français disposent d'une image très positive.

Depuis 2016, les relations commerciales avec l'Union européenne sont pourtant en croissance continue après la crise financière de 2015. Le pays a enregistré une hausse historique de ses exportations vers l'UE en 2018. Près de 70% des exportations moldaves s'effectuent aujourd'hui avec les pays de l'UE et près de 50% de ses importations proviennent de l'UE.

Dans ce contexte, la France est devenue, en 2018, le 9ème fournisseur de la Moldavie (le 5ème des pays de l'UE derrière la Roumanie, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne) avec 2,3% du total des importations. Elle a gagné une place par rapport à 2017. Les exportations françaises sont composées principalement de biens d'équipement, notamment électriques et automobiles. Viennent ensuite les produits textiles et les produits agricoles, notamment dans le secteur de la viticulture. Dans un pays où la consommation reste le principal moteur de la croissance, nos marges de progression sont importantes et nos entreprises gagneraient à plus s'intéresser au marché moldave.

En matière d'importations, la France a reculé d'une place en 2018 en devenant le 12ème client du pays (le 7ème au sein de l'UE derrière la Roumanie, l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, le Royaume-Uni et la Bulgarie). 1,78% des exportations moldaves sont réalisées vers la France. Les importations françaises sont composées principalement de produits agricoles et de produits textiles.

La balance commerciale de la France avec la République de Moldavie est positive.



Enfin, il est également à souligner que la République de Moldavie a signé des Accords de Libre-échange avec 43 pays : ceux de l'UE, de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan, Ouzbékistan), la Turquie, la Macédoine, l'Albanie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Géorgie et l'Ukraine, représentant un marché de plus de 880 millions d'habitants. Un nouvel accord est toujours en discussion avec la Chine.

La Moldavie bénéficie aussi de plusieurs accords commerciaux préférentiels avec des pays développés (hors Europe) tels que les États-Unis, le Japon ou encore le Canada.

Elle représente donc également une plate-forme de développement des échanges commerciaux avec ces pays qui devrait aussi permettre de susciter un intérêt de nos entreprises.

LA FRANCE : 5^{ème} INVESTISSEUR ÉTRANGER EN MOLDAVIE

La France est l'un des tout premiers pays à avoir investi en Moldavie dès la fin des années 90, en raison d'abord de la place, qui reste importante, de la francophonie dans le pays.

Les investissements français bénéficient d'un accord de protection réciproque des investissements signé le 8 septembre 1997 et entré en vigueur le 3 novembre 1999.

Les investissements français sont structurants, à forte visibilité pour le pays, attractifs et créateurs d'emplois.

Nos entreprises interviennent dans des secteurs diversifiés.

Dans le domaine des télécommunications, Orange s'impose comme le leader du marché avec 65% des parts de marché de la téléphonie mobile. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires correspondant à 2,5% du PIB moldave. L'entreprise vient d'acquiescer le premier distributeur câble TV de Moldavie pour assurer la convergence de son offre. Elle a réalisé des investissements récents et innovants lui permettant de diversifier son activité locale dans le domaine du développement IT pour son groupe notamment. L'entreprise avait auparavant testé et/ou lancé avec succès en Moldavie la 4G et la voix HD avant la France.

Dans le secteur des nouvelles technologies toujours, des centres d'appels et du BPO, plusieurs entreprises françaises se sont installées dans le pays en s'appuyant sur les compétences de la ressource humaine locale, sur son coût compétitif, mais aussi sur la francophonie. Pentalog, véritable « success story », mais aussi Youmesoft, Netizencall, Prestacall sont implantées en Moldavie. La Chambre accueille également des entreprises moldaves – Ideaction par exemple – qui développent des relations avec des clients français notamment. D'autres acteurs français s'intéressent au pays en raison des avantages offerts par la fiscalité locale avantageuse offerte aux entreprises IT - notamment dans le cadre du dispositif du IT Park -, ou par la qualité du réseau Internet. Des entreprises françaises approchent régulièrement le pays, s'intéressant à des implantations directes ou à y sous-traiter certaines de leurs activités à des prestataires locaux. Le potentiel du secteur est réel, toutefois limité aujourd'hui par la pénurie de la ressource humaine.



Dans le domaine de l'industrie agroalimentaire et de l'agriculture, la présence française est significative et a vocation à se renforcer. Lactalis (produits laitiers et fromages, beurre), Le Bridge-Sandriona (Crèmes glacées), Global-Spirit (Distributeur Pernod-Ricard), Bargues Agro-Industrie-Groupe Maître Prunille (cerneaux de noix), Molsalvia - Groupe Mane (Huiles essentielles), Agrobourse - Groupe Altiad (négoce, achat, conseil dans le domaine de l'agriculture), Timac Agro - Groupe Roulier (agriculture durable, fertilisation, nutrition animale), Safreco (production de Safran), Bongard (matériel de panification), sont présents. Des opportunités existent pour accueillir de nouveaux investisseurs français. Le développement de la grande distribution en Moldavie offre des perspectives dans le domaine des industries agro-alimentaires (Conserverie et plats cuisinés par exemple). Le secteur local ne parvient pas à fournir seul le marché et peine à être compétitif, faute d'investissements ou de capacité à proposer des productions correspondantes aux attentes nouvelles des consommateurs ou des enseignes de distribution. Dans le domaine de l'agriculture, l'élevage est un secteur où les investissements et les compétences sont notoirement insuffisants. La richesse des terres moldaves et leur sous-exploitation, les conditions climatiques favorables, pourraient aussi permettre l'arrivée d'exploitants français même si l'acquisition de terres agricoles n'est toujours pas possible par des investisseurs étrangers. La filière bio reste aussi largement à développer et l'expertise française constitue un atout. Les équipementiers agricoles, les semenciers ont aussi vocation à s'intéresser beaucoup plus au pays. Enfin, dans le secteur de la viticulture, la France est essentiellement présente au travers de la commercialisation de matériels et d'équipements - Bucher-Vaslin -, de pieds de vignes. Elle intervient aussi au travers d'un apport d'expertise institutionnelle dans le domaine des appellations géographiques, mais également dans le domaine de l'expertise œnologique. Un investisseur français s'est également associé à un viticulteur moldave pour la production de vins bio.

Dans le domaine industriel, outre le groupe franco-suisse LafargeHolcim, présent en Moldavie au travers de sa filiale Large Moldova, la présence française s'est renforcée ces dernières années avec l'arrivée de deux entreprises de câblage électrique, Cabling Integration System – Groupe Sofimeca et Whetec International – Groupe T-Concept. Les compétences locales dans le domaine des semi-conducteurs, les coûts de la ressource humaine, la présence de zones libres, la proximité des centres de production de l'UE, offrent des opportunités intéressantes dans le domaine de la sous-traitance automobile, voire aéronautique. Dans le secteur des énergies renouvelables, Eco Delta travaille dans le pays depuis 8 ans. La société est désormais prête à mettre en oeuvre d'importants investissements dans le domaine de l'éolien et des énergies renouvelables en partenariat avec un très grand groupe industriel français. Les lenteurs dans l'adoption des décrets d'application de la loi moldave sur les énergies renouvelables ont freiné jusqu'à présent le lancement de ces investissements majeurs – plusieurs dizaines de millions d'€ - pour le pays en termes de développement de son indépendance énergétique. Plusieurs entreprises françaises sous-traitent enfin avec succès de l'activité en Moldavie, dans le domaine de l'industrie textile notamment.

Sade dans les domaines de l'eau et du génie civil réalise de nombreux chantiers dans le pays, en particulier dans le cadre de projets d'infrastructures financés par les institutions internationales. La Moldavie bénéficie de multiples programmes d'aides européens ou internationaux qui ouvrent des perspectives à des entreprises françaises. La France pourrait également sous peu soutenir des études et des projets dans le domaine ferroviaire qui intéresseront des entreprises françaises.



Dans les services à la personne, Up, Edenred et SMarketoo se sont récemment implantés dans le secteur des services à la personne. L'arrivée de ces investisseurs traduit aussi l'émergence d'une classe moyenne dans le pays. Le potentiel du secteur des services à la personne est à considérer avec l'élévation progressive du niveau de vie. Les besoins sont importants dans les domaines de l'éducation, de la santé, des assurances des biens ou personnes etc.

Sanofi (produits pharmaceutique), Peugeot ou Renault (distribution automobile), Lacoste (Habillage), Yves Rocher (Produits de beauté), Méli-Mélo (Bijouterie-fantaisie, accessoire) etc. commercialisent également leurs produits en Moldavie directement ou via des distributeurs ou franchises locales. Il y a également des opportunités à saisir dans de nombreux secteurs pour les marques françaises, soit dans le cadre de franchises, de joint-ventures, ou d'implantation d'enseignes de distribution spécialisée (boulangerie, articles de luxe, articles de sports, hôtellerie-restauration etc.)

La France était ainsi le 5ème investisseur étranger en Moldavie en 2018 après la Russie, les Pays-Bas et avec un pourcentage similaire à Chypre et à l'Espagne, et devant la Roumanie, l'Allemagne et l'Italie.

Cette place ne traduisait cependant pas complètement la réalité du poids des investissements français dans le pays, l'importance des investissements dits « offshore » (Pays-Bas et Chypre) influant de manière substantielle sur le classement des IDE.

Ceci étant, depuis la vente en 2019 de sa filiale moldave, Mobiasbanca, par le Groupe Société Générale à un acteur bancaire régional hongrois, le Groupe OTP, la France devrait sans doute reculer dans le classement des investisseurs étrangers en République de Moldavie. Si de nouveaux investisseurs français importants sont arrivés sur le marché moldave fin 2017 et au début 2018 – notamment UP, Edenred et T-Concept -, ceci ne compensera vraisemblablement pas le départ de la Société Générale en termes de stock français d'IDE.

Le lancement annoncé en 2018 de négociations pour la signature d'une nouvelle convention fiscale entre la France et la Moldavie devrait permettre, outre d'éviter les risques de double-imposition, de clarifier en partie l'origine d'investissements français non fléchés comme tels aujourd'hui. Un projet de convention fiscale a enfin été remis, fin septembre 2019, par la Secrétaire d'État française aux Affaires européennes, Amélie de MONCHALIN, aux autorités moldaves. Cette signature devrait aussi favoriser l'arrivée de nouveaux investisseurs français dans le pays.

POURQUOI INVESTIR EN MOLDAVIE ?

Les investissements étrangers sont encouragés notamment par la situation géographique du pays (à deux jours de camion de la France, à 440 kilomètres de Bucarest), le rapprochement européen et les nombreux accords de libre-échange signés par le pays, une ressource humaine bien formée, travailleuse et souvent multilingue – nombreux francophones et anglophones - un coût de main d'œuvre très attractif, par l'existence de dispositifs spécifiques tels que les zones libres ou le « IT Park », par une fiscalité locale globalement favorable pour l'ensemble des entreprises aussi.



La Moldavie a l'une des charges fiscales la plus basse dans la région. Le taux unique d'impôt sur les revenus des particuliers est de 12% même si les nouvelles autorités n'excluent pas de revenir à un système de taxation progressive (10% en Roumanie et en Bulgarie, 13% en Russie, 18% en Ukraine). Le taux général d'impôt sur les sociétés est de 12 % (10% en Bulgarie, 16% en Roumanie, 19% en Pologne, 33,33% en France), avec des taux réduits (7% pour les entreprises agricoles, 6% sur les zones économiques libres, 3% sur le Port International Libre de Giurgiulesti). Les entreprises inscrites dans le IT Park bénéficient d'une taxation unique de 7% sur le chiffre d'affaires qui prend également en compte les charges sociales. Les taux de la Sécurité sociale sont de 6% pour l'employé et de 18% pour l'employeur. Le taux de l'assurance santé est de 4,5% pour l'employé et pour l'employeur. Le taux de TVA standard est de 20%, de 8% pour les produits pharmaceutiques et de 0% pour les transports internationaux.

Les besoins en infrastructures et en services sont importants.

LES SECTEURS PORTEURS

Les opportunités d'investissements et d'échanges commerciaux concernent quasiment tous les secteurs économiques :

- ▶ Conception, construction équipement et gestion d'infrastructures publiques
- ▶ Gestion de services de base à la population, gestion et traitement des déchets
- ▶ Investissements et sous-traitance IT, centres d'appels et back-office
- ▶ Sous-traitance textile et industrielle
- ▶ Investissements industriels (sous-traitance automobile ou aéronautique)
- ▶ Commercialisation d'équipements de santé et de produits pharmaceutiques
- ▶ Commercialisation de biens de consommation
- ▶ Commercialisation de machines, équipements et fournitures agricoles et viticoles
- ▶ Distribution spécialisée
- ▶ Hôtellerie et restauration, commerce de détail
- ▶ Franchises
- ▶ Investissements dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage en particulier
- ▶ Investissements dans le domaine des industries agro-alimentaires
- ▶ Énergies renouvelables
- ▶ Éducation, santé

Les bailleurs de fonds internationaux soutiennent et financent de nombreux programmes dans le domaine de la construction, de l'entretien ou de la réhabilitation des grandes infrastructures et de l'amélioration de l'offre des services de base à la population. Ces financements offrent de nombreuses opportunités aux entreprises françaises.



CINQ CONSEILS POUR APPROCHER LA MOLDAVIE

Conseil n°1

Ne pas arriver en Moldavie avec des préjugés, y compris concernant la taille du marché. Le pays surprend en général positivement les visiteurs d'affaires.

Conseil n°2

Éviter les approches directes de particuliers, d'organismes ou de sociétés dont les compétences ne sont pas avérées ou reconnues. Ne pas hésiter à prendre contact avec la CCI FRANCE MOLDAVIE qui vous renseignera ou vous orientera vers des interlocuteurs compétents et de confiance.

Conseil n°3

En dépit des réformes réalisées les dernières années et de la forte volonté des autorités de simplifier et de faciliter les démarches d'implantation des investisseurs étrangers et de renforcer les échanges commerciaux, la Moldavie reste encore un pays marqué par un relatif formalisme administratif. L'excès de bureaucratie persiste et est souvent générateur de corruption malgré la volonté affichée des autorités de s'y attaquer. Éviter de « céder » à la « facilité ». Une sollicitation en entraîne souvent une autre. Ne pas hésiter à signaler à la CCI FRANCE MOLDAVIE ou à l'Ambassade de France ces actes ou tentatives afin que des démarches soient entreprises auprès des autorités pour y mettre un terme. La CCI FRANCE MOLDAVIE pourra aussi vous accompagner dans vos démarches au travers d'une offre de services et de conseils adaptés aux besoins des entreprises.

Conseil n°4

Si la Moldavie est résolument entrée dans l'économie de marché, elle n'en reste pas moins un pays émergent où certains « lobbies » subsistent. Ils peuvent parfois fausser le jeu de la concurrence entre les acteurs du marché et freiner la mise en œuvre de réformes. Les institutions internationales sont particulièrement vigilantes et réactives à cet égard. La CCI FRANCE MOLDAVIE remonte régulièrement les préoccupations des investisseurs étrangers auprès de l'Ambassade de France, des autorités et institutions internationales.

Conseil n°5

La région de Transnistrie dispose d'un potentiel industriel important. Elle connaît toutefois une situation particulière qui doit inciter à une approche prudente. La CCI FRANCE MOLDAVIE dispose de contacts et d'interlocuteurs sur place.



LA CCI FRANCE MOLDAVIE

Elle est l'émanation du Club France créé en juillet 2008 sous l'impulsion de chefs d'entreprise français présents en Moldavie, avec le soutien de l'Ambassade de France et de l'Alliance Française de Moldavie. Elle est devenue une Chambre de Commerce et d'Industrie Française à l'International (CCIFI) en septembre 2010, membre de CCI France International. Elle compte plus de 40 membres. Ses objectifs sont de fédérer et animer, informer, promouvoir et assister la communauté d'affaires française - et plus largement francophone -, en Moldavie et de renforcer les liens avec les entreprises moldaves entretenant des courants d'échanges commerciaux ou économiques avec la France.

La CCI FRANCE MOLDAVIE « institutionnalise » la présence économique française dans le pays, la promeut et défend ses intérêts en étroite relation avec l'Ambassade de France en République de Moldavie. Elle dispose de nombreux contacts avec les autorités locales et les acteurs du développement économique présents dans le pays. Elle rassemble des entreprises, françaises, belges ou moldaves, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité. Elle organise des événements d'information, de promotion de la France et de Networking,

Elle accompagne le développement des investissements et des échanges économiques et commerciaux entre la France et la Moldavie. Elle favorise l'arrivée et l'accueil de nouvelles entreprises françaises sur le marché moldave en leur offrant une large gamme de services d'information, de prospection et d'accompagnement, mais aussi des contacts avec les entreprises, institutions et partenaires de son réseau.

La CCI FRANCE MOLDAVIE contribue à :

- ▶ Favoriser les rencontres et les échanges d'expériences entre ses membres mais aussi avec d'autres investisseurs étrangers
- ▶ Protéger les intérêts des entreprises françaises et de ses membres
- ▶ Rassembler et diffuser une information sérieuse et fiable sur le pays, mais aussi à offrir des services d'appui et d'assistance administrative, juridique ou commerciale à ses membres et aux entreprises désireuses d'investir ou de développer des courants d'affaires entre la France et la Moldavie.

Pour plus d'informations :

Tel : +373 (0)22 23 32 98 - Fax : + 373 (0)22 23 47 81

@ : contact@ccifm.md - Site : www.ccifm.md